

Art. 8. § 1. Het ingaan op of afwijzen van een verzoek wordt aan de aanvrager betekend. In voorkomend geval wordt het tevens aan de betrokken maatschappij medegedeeld.

De toelagen worden niet toegekend wanneer de ontruimde woning door de aanvrager wordt gehuurd nadat de burgemeester een besluit heeft genomen waarbij de woning onbewoonbaar wordt verklaard.

§ 2. Indien zijn verzoek wordt afgewezen of indien de huurtoelagen voorlopig of definitief worden opgeschort, kan de aanvrager binnen dertig dagen na de beslissing bij aangetekende brief een beroep bij het bestuur instellen.

De Minister neemt een beslissing binnen zestig dagen na ontvangst van het beroep.

§ 3. De verhuis- en installatietoelagen worden aan de rechthebbende uitgekeerd.

De huurtoelagen aan de huurders van een andere woning dan die verhuurd door een maatschappij worden maandelijks uitgekeerd.

De huurtoelagen aan de huurders van een door een maatschappij verhuurde woning worden haar twee keer per jaar uitgekeerd en moeten van de door de huurder werkelijk betaalde huurprijs worden afgetrokken.

De uitkeringsaanvragen m.b.t. een halfjaar die door een maatschappij bij het bestuur worden ingediend, verjaren door verloop van zes maanden vanaf de dag die volgt op het verstrijken van dat halfjaar.

De huurtoelagen die wegens verjaring niet worden uitgekeerd aan de maatschappij, worden echter afgetrokken van de door de huurder verschuldigde huurprijs.

Art. 9. De toelagengerechtigde dient die toelagen terug te betalen :

1° in hun geheel, in geval van onjuiste of onvolledige aangifte om de bij dit besluit verleende voordelen te verkrijgen;

2° ten belope van de sommen ontvangen sinds de dag waarop de overeenkomstig dit besluit aangegane verbintenissen niet werden nagekomen.

Art. 10. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 27 april 1977 betreffende de toekenning, voor het Waalse Gewest, van verhuis-, huur- en installatietoelagen aan personen die een ongezonde woning ontruimen of ontruimd hebben;

2° het koninklijk besluit van 27 april 1977 betreffende de toekenning, voor het Waalse Gewest, van verhuis-, huur- en installatietoelagen ten voordele van bejaarden en minder-validen.

Bij wijze van overgangsmaatregel blijven deze besluiten echter van toepassing op :

1° de aanvragen om toelagen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit worden ingediend;

2° de aanvragen om toelagen die tot en met 30 juni 1994 werden ingediend voor zover de verhuizing plaatsvindt vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

Niemand kan tegelijkertijd in aanmerking komen voor toelagen die op grond van voornoemde besluiten worden toegekend en voor toelagen die op grond van dit besluit worden toegekend.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1994.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheden Huisvesting behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 november 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

F. 94 — 392

[C — 27053]

25 NOVEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 décembre 1987 établissant les conditions d'octroi d'une assistance financière de la Région wallonne et d'élaboration et d'exécution des plans d'assainissement des sociétés agréées par la Société régionale wallonne du Logement, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 septembre 1988

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, notamment les articles 2, 7, 13, 13bis et 37;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 décembre 1987 établissant les conditions d'octroi d'une assistance financière de la Région wallonne et d'élaboration et d'exécution des plans d'assainissement des sociétés agréées par la Société régionale wallonne du Logement, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 septembre 1988;

Vu l'avis de la Société régionale wallonne du Logement, donné le 22 novembre 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que des sociétés immobilières de service public doivent être inscrites dans la procédure d'assainissement, à raison de leur déficit en compte courant;

Considérant qu'il y a lieu de tenir compte d'indicateurs actualisés pour élaborer les nouveaux plans d'assainissement et pour calculer les dotations budgétaires inscrites à la section 15, programme 15.05, article 43.04.05;

Considérant que l'engagement des crédits inscrits à l'article budgétaire susmentionné doit être effectué à bref délai;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

Arrête :

Article 1er, § 1er. L'article 1er, 2°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 décembre 1987 établissant les conditions d'octroi d'une assistance financière de la Région wallonne et d'élaboration et d'exécution des plans d'assainissement des sociétés agréées par la Société régionale wallonne du Logement, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 septembre 1988, est modifié comme suit :

« 2° la Société : une société immobilière de service public agréée par la Société régionale dont le déficit en compte courant ordinaire par logement au 31 décembre 1992 est supérieur à 50 000 francs. »

§ 2. L'article 1er, 3°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 3° — le Comité : le Comité directeur de coordination des plans d'assainissement.

Ce Comité est composé de :

- un représentant du Ministre, qui assure la présidence du Comité;
- trois agents de la Division du Logement de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement du Ministère de la Région wallonne, dont un qui assure le secrétariat du Comité;
- trois agents de la Société régionale;
- l'inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre.

En l'absence de représentant du Ministre, la présidence du Comité est assurée par un agent de la Division du Logement.

Le Ministre détermine les modalités de désignation des membres et les modalités de fonctionnement du Comité. »

§ 3. A l'article 1er, 4°, du même arrêté, sont ajoutés les mots « modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 novembre 1993 ».

§ 4. L'article 1er du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« 7° le compte courant ordinaire : le compte de valeurs disponibles ouvert au nom de la société auprès de la Société régionale et servant à enregistrer les mouvements de valeurs résultant des opérations courantes de la société. »

Art. 2, § 1er. A l'article 3, § 1er, du même arrêté, les mots « au 1er janvier 1987 » sont remplacés par les mots « au 31 décembre de l'année précédant celle de l'approbation du plan ».

§ 2. A l'article 3, § 2, du même arrêté, les mots « au 1er janvier de l'année d'approbation du plan » sont remplacés par les mots « au 31 décembre de l'année précédant celle de l'approbation du plan ».

§ 3. L'article 3, § 3, du même arrêté est complété par les mots « le prêt sans intérêt est remboursable en 10 annuités égales, à partir de la 11e année suivant l'année de l'approbation du plan ».

§ 4. L'article 3, § 4, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. La partie accordée sous forme de subsides à fonds perdus, exprimée en pourcentage de l'aide totale, est égale au rapport entre l'annuité à payer et les loyers perçus théoriquement au cours de l'année précédant celle de l'approbation du plan. Le loyer perçu théoriquement est égal au prix de revient actualisé du patrimoine multiplié par le coefficient société maximum et par le coefficient revenu moyen de la société.

L'aide accordée sous forme de prêt sans intérêt est constituée par le solde entre l'aide totale et les subsides à fonds perdus. »

§ 5. L'article 3, § 5, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Le Ministre arrête les modalités d'attribution de l'assistance financière et le montant à attribuer à chaque société, conformément au présent article. Il verse au compte de la Société régionale le montant total de l'assistance financière.

Après signature de la convention visée à l'article 6 du présent arrêté et après y avoir été autorisée par le Ministre, sur l'avis du Comité, la Société régionale distribue l'assistance financière entre les sociétés, selon le tableau arrêté par le Ministre.

La Société régionale crédite chaque société des intérêts calculés à la date de réception du montant total de l'assistance financière, sur la base du taux d'intérêt créditeur du compte courant ordinaire. »

Art. 3, § 1er. L'article 5, § 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. La société dépose à la Société régionale une proposition de plan d'assainissement qui comprend :

- une étude détaillée de sa situation financière et de ses besoins financiers;
- le montant de l'aide financière qu'elle sollicite;
- les mesures internes d'assainissement qu'elle propose de mettre en oeuvre. »

§ 2. A l'article 5, § 2, 1er alinéa, du même arrêté, les mots « ce rapport » sont remplacés par les mots « cette proposition de plan ».

§ 3. A l'article 5, § 2, 3°, litt. f, g, i, du même arrêté, les mots « au 1er janvier 1987 » sont remplacés par les mots « de l'année précédant celle de l'approbation du plan ».

§ 4. L'article 5, § 2, 5°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 5° le programme triennal détaillé de l'entretien et des travaux de gros entretien ou de rénovation du patrimoine :

- a) l'entretien courant à charge de la société;
- b) les travaux de gros entretien ou de rénovation à financer par la Société régionale wallonne du Logement. »

§ 5. L'article 5, § 2, 6°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 6° le montant de l'aide financière sollicitée auprès de la Région wallonne. »

§ 6. L'article 5, § 2, 7°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 7° les prévisions financières (compte de résultats, bilans et variations de trésorerie) pour la durée d'exécution du plan. »

§ 7. A l'article 5, § 3, 1er alinéa, du même arrêté, les mots « pour l'établissement de ce rapport » sont remplacés par les mots « pour l'établissement de cette proposition de plan ».

Art. 4. A l'article 6 du même arrêté, les dispositions des premier et deuxième alinéas sont remplacés par les dispositions suivantes :

« La proposition de plan d'assainissement de la société est soumise à l'examen du Comité.

Cette proposition est examinée sous les aspects financiers, d'organisation et réglementaires. »

Art. 5. A l'article 7 du même arrêté, les mots « chaque année » sont insérés au début de la dernière phrase.

Art. 6. L'article 1er, § 1er, l'article 2, § 1er, § 2 et § 4, l'article 3 et l'article 4 du présent arrêté ne sont pas applicables aux sociétés dont la convention d'assainissement a été signée avant le 31 décembre 1992.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1993.

Art. 8. Le Ministre ayant le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 25 novembre 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAELS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

D. 94 — 392

[C — 27053]

25. NOVEMBER 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. Dezember 1987 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer finanziellen Hilfe der Wallonischen Region und zur Festlegung der Bedingungen für die Ausarbeitung und für die Ausführung der Sanierungspläne der von der « Société régionale wallonne du Logement » (Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien) anerkannten Gesellschaften, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. September 1988

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der « Société régionale wallonne du Logement », insbesondere der Artikel 2 7 13 13bis und 37;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Buchführung des Staates, insbesondere der Artikel 55 bis 58;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. Dezember 1987 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer finanziellen Hilfe der Wallonischen Region und zur Festlegung der Bedingungen für die Ausarbeitung und für die Ausführung der Sanierungspläne der von der « Société régionale wallonne du Logement » anerkannten Gesellschaften, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. September 1988;

Aufgrund des am 22. November 1993 abgegebenen Gutachtens der « Société régionale wallonne du Logement »;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Immobiliengesellschaften öffentlichen Dienstes im Verhältnis zu ihrem Defizit in der laufenden Rechnung saniert werden müssen;

In der Erwägung, daß aktualisierte Indikatoren berücksichtigt werden müssen, um die neuen Sanierungspläne aufzustellen und die in Abschnitt 14 Programm 15.05 Artikel 43.04.05 eingetragenen Mittelzuwendungen zu berechnen;

In der Erwägung, daß die in dem oben erwähnten Haushaltsartikel eingetragenen Mittel unverzüglich festzulegen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,
Beschließt die Wallonische Regierung :

Artikel 1. § 1. Artikel 1^o des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. Dezember 1987 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer finanziellen Hilfe der Wallonischen Region und zur Festlegung der Bedingungen für die Ausarbeitung und für die Ausführung der Sanierungspläne der von der « Société régionale wallonne du Logement » anerkannten Gesellschaften, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. September 1988, wird wie folgt abgeändert :

« 2^o Gesellschaft : eine von der Regionalen Gesellschaft anerkannte Immobiliengesellschaft öffentlichen Dienstes, deren Defizit in der gewöhnlichen laufenden Rechnung am 31. Dezember 1992 50 000 BEF überschreitet. »

§ 2. Artikel 1 3^o desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« 3^o Ausschuß : den leitenden Ausschuß für die Koordinierung der Sanierungspläne. »

Dieser Ausschuß umfaßt :

— ein Vertreter des Ministers, der den Vorsitz des Ausschusses führt;

— drei Bedienstete der Abteilung für Wohnungswesen der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens des Ministeriums der Wallonischen Region, von den eins das Sekretariat des Ausschusses führt;

— drei Bedienstete der Regionalen Gesellschaft;

— den beim Minister beglaubigten Finanzinspektor.

Wenn der Vertreter des Ministers abwesend ist, wird der Vorsitz des Ausschusses von einem Bediensteten der Abteilung für Wohnungswesen geführt.

Der Minister bestimmt die Modalitäten in bezug auf die Benennung der Mitglieder und die Modalitäten in bezug auf die Arbeitsweise des Ausschusses. »

§ 3. In Artikel 1 4^o desselben Erlasses werden die Wörter « abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 23. November 1993 » zwischen den Wörtern « Immobiliengesellschaften öffentlichen Dienstes » und « befinden » eingefügt.

§ 4. Artikel 1 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ergänzt :

« 7^o gewöhnlicher laufender Rechnung : die Rechnung der flüssigen Mittel, die im Name der Gesellschaft bei der Regionalen Gesellschaft eröffnet wird und die zur Buchung der aus den laufenden Geschäften der Gesellschaft stammenden Wertumläufe dient. »

Art. 2. § 1. In Artikel 3 § 1 desselben Erlasses werden die Wörter « am 1. Januar 1987 » durch die Wörter « am 31. Dezember des der Genehmigung des Plans vorhergehenden Jahres » ersetzt.

§ 2. In Artikel 3 § 2 desselben Erlasses werden « am 1. Januar des Jahres der Genehmigung des Plans » durch die Wörter « am 31. Dezember des der Genehmigung des Plans vorhergehenden Jahres » ersetzt.

§ 3. Artikel 3 § 3 desselben Erlasses wird durch die Wörter « Das zinslose Darlehen wird durch zehn gleiche Annuitäten ab dem elften Jahr nach der Genehmigung des Plans rückzahlbar » ergänzt.

§ 4. Artikel 3 § 4 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« § 4. Der in Form von nichtrückzahlbaren Zuschüssen gewährte Teil, der prozentual zur gesamten Hilfe ausgedrückt wird, entspricht dem Verhältnis zwischen der zu zahlenden Annuität und der Mietgelder, die im Laufe des Jahres vor der Genehmigung des Plans theoretisch eingenommen worden sind. Das Mietgeld, das theoretisch eingenommen wird, entspricht dem gegenwartsbezogenen Gestehungspreis des Vermögens, multipliziert mit dem von allen anerkannten Gesellschaften angewandten Höchstkoeffizienten und mit dem durchschnittlichen Einkommenskoeffizienten der Gesellschaft.

Die in Form eines zinslosen Darlehens erteilte Hilfe besteht aus dem Betrag der Differenz zwischen der gesamten Hilfe und den nichtrückzahlbaren Zuschüssen. »

§ 5. Artikel 3 § 5 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« § 5. Der Minister erläßt den Betrag und die Modalitäten der Erteilung der finanziellen Hilfe und den an jede Gesellschaft zu erteilenden Betrag dem vorliegenden Artikel gemäß. Er zahlt auf Rechnung der Regionalen Gesellschaft den Totalbetrag der finanziellen Hilfe aus.

Nach der Unterzeichnung der in Artikel 6 des vorliegenden Erlasses erwähnten Vereinbarung und nachdem der Minister auf Gutachten des Ausschusses seine Genehmigung erteilt hat, verteilt die Regionale Gesellschaft die finanzielle Hilfe unter die Gesellschaften gemäß der vom Minister festgelegten Tabelle.

Die Regionale Gesellschaft schreibt jeder Gesellschaft die am Empfangsdatum des Totalbetrags der finanziellen Hilfe auf der Grundlage des Habenzinssatzes der gewöhnlichen laufenden Rechnung berechneten Zinsen gut. »

Art. 3. § 1. Artikel 5 § 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« § 1. Die Gesellschaft legt der Regionalen Gesellschaft einen Sanierungsplanvorschlag, der folgendes beinhaltet :

- eine ausführliche Beschreibung ihrer finanziellen Lage und ihres Finanzbedarfs;
- den Betrag der finanziellen Hilfe, den sie beantragt;
- die internen Sanierungsmaßnahmen, die sie treffen will. »

§ 2. In Artikel 5 § 2 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter « Dieser Bericht » durch die Wörter « Dieser Planvorschlag » ersetzt.

§ 3. In Artikel 5 § 2 3^o f, g, i desselben Erlasses werden die Wörter « am 1. Januar 1987 » durch die Wörter « des Jahres vor der Genehmigung des Plans » ersetzt,

§ 4. Artikel 5 § 2 5^o desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« 5^o das dreijährliche ausführliche Programm für die Instandhaltung und die Arbeiten zur großer Instandhaltung und zur Verbesserung des Vermögens :

- a) die gewöhnliche Instandhaltung zu Lasten der Gesellschaft;
- b) die Arbeiten zur großer Instandhaltung und zur Verbesserung, die von der Regionalen Gesellschaft finanziert werden. »

§ 5. Artikel 5 § 2 6^o desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« 6^o der Betrag der bei der Wallonischen Region beantragten finanziellen Hilfe. »

§ 6. Artikel 5 § 2 7^o desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« 7^o die Finanzvorschläge (Ergebnisrechnung, Bilanzen und Schwankungen des Kassenbestands) für die Dauer der Ausführung des Plans. »

§ 7. In Artikel 5 § 3 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter « Bei der Erstellung dieses Berichts » durch die Wörter « Bei der Erstellung dieses Planvorschlags » ersetzt.

Art. 4 In Artikel 6 desselben Erlasses werden die Bestimmungen der ersten und zweiten Absätze durch folgende Bestimmungen ersetzt :

« Der Sanierungsplanvorschlag der Gesellschaft wird vom Ausschuß geprüft.

Dieser Vorschlag wird unter den finanziellen, organisatorischen und ordnungsmäßigen Aspekten geprüft. »

Art. 5. In Artikel 7 desselben Erlasses werden die Wörter « jedes Jahr » zwischen die Wörter « dem Minister » und die Wörter « den Nachtrag zu dem Abkommen » eingefügt.

Art. 6. Artikel 1 § 1 Artikel 2 §§ 1 2 und 4 Artikel 3 und Artikel 4 des vorliegenden Erlasses finden keine Anwendung auf die Gesellschaften, deren Sanierungsvereinbarung vor dem 31. Dezember 1992 unterschrieben worden ist.

Art. 7. Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Januar 1993 in Kraft.

Art. 8. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. November 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAELS

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,
R. COLLIGNON

VERTALING

N. 94 — 392

[C — 27053]

25 NOVEMBER 1993. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 december 1987 tot vaststelling van de voorwaarden inzake toekenning van een tegemoetkoming van het Waalse Gewest en inzake uitwerking en uitvoering van de saneringsplannen van de door de « Société régionale wallonne du Logement » (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) erkende maatschappijen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 september 1988

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de « Société régionale wallonne du Logement », inzonderheid op de artikelen 2, 7, 13, 13bis en 37;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op de artikelen 55 tot 58;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 december 1987 tot vaststelling van de voorwaarden inzake toekenning van een tegemoetkoming van het Waalse Gewest en inzake uitwerking en uitvoering van de saneringsplannen van de door de « Société régionale wallonne du Logement » erkende maatschappijen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 september 1988;

Gelet op het advies van de « Société régionale wallonne du Logement », gegeven op 22 november 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat publiekrechtelijke bouwmaatschappijen ten bedrage van hun tekort in rekening-courant bij het saneringsproces moeten worden betrokken;

Overwegende dat met de geactualiseerde indicatoren rekening moet worden gehouden voor de uitwerking van de nieuwe saneringsplannen en de berekening van de budgettaire dotaties uitgetrokken op afdeling 15, programma 15.05, post 43.04.05;

Overwegende dat het op voornoemde begrotingspost uitgetrokken krediet onverwijld moet worden vastgelegd;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Artikel 1, 2°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 december 1987 tot vaststelling van de voorwaarden inzake toekenning van een tegemoetkoming van het Waalse Gewest en inzake uitwerking en uitvoering van de saneringsplannen van de door de « Société régionale wallonne du Logement » erkende maatschappijen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 september 1988, wordt gewijzigd als volgt :

« 2° de maatschappij : een door de Gewestelijke Maatschappij erkende publiekrechtelijke bouwmaatschappij waarvan het tekort in gewone rekening-courant op 31 december 1992 meer dan F 50 000 per woning bedraagt. »

§ 2. Artikel 1, 3°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° — het Comité : het Directiecomité voor de coördinatie van de saneringsplannen.

Dat Comité bestaat uit :

— één afgevaardigde van de Minister, die het voorzitterschap ervan waarneemt;

— drie ambtenaren van de Afdeling Huisvesting van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting van het Ministerie van het Waalse Gewest, onder wie één die het secretariaat van het Comité waarneemt;

— drie ambtenaren van de Gewestelijke Maatschappij;

— de bij de minister geaccrediteerde inspecteur van Financiën.

Bij afwezigheid van de afgevaardigde van de Minister wordt het voorzitterschap waargenomen door een ambtenaar van de Afdeling Huisvesting.

De Minister bepaalt de modaliteiten voor de aanwijzing van de leden en de werking van het Comité. »

§ 3. In artikel 1, 4°, van hetzelfde besluit worden de volgende woorden ingevoegd « gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 november 1993 ».

§ 4. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 7° de gewone rekening-courant : de rekening van beschikbare waarden, die op naam van de maatschappij bij de Gewestelijke Maatschappij is geopend met het oog op het registreren van het effectenverkeer dat uit de lopende verrichtingen van de maatschappij voortvloeit. »

Art. 2. § 1. In artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « op 1 januari 1987 » vervangen door de woorden « op 31 december van het jaar voorafgaande aan het jaar van de goedkeuring van het plan ».

§ 2. In artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « op 1 januari van het jaar waarin het plan werd goedgekeurd » vervangen door de woorden « op 31 december van het jaar voorafgaande aan het jaar van de goedkeuring van het plan ».

§ 3. Artikel 3, § 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de woorden « de renteloze lening moet in 10 gelijke annuïteiten worden terugbetaald vanaf het elfde jaar dat volgt op het jaar van de goedkeuring van het plan ».

§ 4. Artikel 3, § 4, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. Het gedeelte dat toegekend is in de vorm van niet terugvorderbare verleende toelagen en uitgedrukt is in een percentage van de totale tegemoetkoming, is gelijk aan de verhouding tussen de te betalen annuïteit en de huurprijzen die theoretisch werden ontvangen in de loop van het jaar voorafgaande aan het jaar van de goedkeuring van het plan. De theoretisch ontvangen huurprijs is gelijk aan de geactualiseerde kostprijs van het patrimonium, vermenigvuldigd met de hoogste coëfficiënt « maatschappij » en met de coëfficiënt « gemiddeld inkomen » van de maatschappij.

De in de vorm van een renteloze lening toegekende tegemoetkoming bestaat uit het saldo tussen de totale tegemoetkoming en de niet terugvorderbare subsidies. »

§ 5. Artikel 3, § 5, van hetzelfde besluit wordt vervangen de volgende bepaling :

« § 5. De Minister bepaalt, krachtens dit artikel, de modaliteiten voor de tegemoetkoming en het aan iedere maatschappij toe te kennen bedrag. Hij stort het totaalbedrag van de tegemoetkoming op de rekening van de Gewestelijke Maatschappij.

Na ondertekening van de in artikel 6 van dit besluit bedoelde overeenkomst en nadat ze er op advies van het Comité door de Minister toe gemachtigd wordt, verdeelt de Gewestelijke Maatschappij de tegemoetkoming onder de maatschappijen volgens de door de Minister vastgestelde tabel.

De Gewestelijke Maatschappij crediteert iedere maatschappij voor de rente die op grond van de creditrentevoet van de gewone rekening-courant wordt berekend op de datum van ontvangst van de totale tegemoetkoming. »

Art. 3. § 1. Artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De maatschappij dient een voorstel van saneringsplan in met :

- een uitvoerig onderzoek van haar financiële toestand en haar behoefte aan geldmiddelen;
- het bedrag van de door haar aangevraagde tegemoetkoming;
- de interne saneringsmaatregelen die ze voorstelt tot stand te brengen. »

§ 2. In artikel 5, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « dit verslag » vervangen door de woorden « dit planvoorstel ».

§ 3. In artikel 5, § 2, 3^o, litt. *f, g, i*, van hetzelfde besluit worden de woorden « op 1 januari 1987 » vervangen door de woorden « van het jaar voorafgaande aan het jaar van de goedkeuring van het plan ».

§ 4. Artikel 5, § 2, 5^o, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5^o het uitvoerig driejarenprogramma van het onderhoud en de werken betreffende het grondig onderhoud of de renovatie van het patrimonium :

a) het gewone onderhoud ten laste van de maatschappij;

b) de door de « Société régionale wallonne du Logement » te financieren werken betreffende het grondig onderhoud of de renovatie. »

§ 5. Artikel 5, § 2, 6^o, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 6^o het bedrag van de bij het Waalse Gewest aangevraagde tegemoetkoming. »

§ 6. Artikel 5, § 2, 7^o, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 7^o de financiële ramingen (resultatenrekening, balans en thesauriewijzigingen) voor de duur van uitvoering van het plan. »

§ 7. In artikel 5, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « voor het opmaken van dit verslag » vervangen door de woorden « voor het formuleren van dit planvoorstel ».

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de bepalingen van de eerste en tweede leden vervangen als volgt :

« Het voorstel van saneringsplan wordt aan het onderzoek van het Comité onderworpen.

Dat voorstel wordt uit financieel, organisatorisch en reglementair oogpunt onderzocht. »

Art. 5. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden « elk jaar » aan het begin van de laatste zin ingevoegd.

Art. 6. Artikel 1, § 1, artikel 2, §§ 1, 2 en 4, artikel 3 en artikel 4 van dit besluit zijn niet van toepassing op de maatschappijen waarvan de saneringsovereenkomst vóór 31 december 1992 werd gesloten.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheden Huisvesting behoort is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 25 november 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

[Mac — 27069]

F. 94 — 393

27 JANVIER 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 69;

Vu le décret I du 7 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

— "loi" : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993;

— "décret" : le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.